Michel Vielle : "Donner une place aux habitants a toujours été mon obsession"

Fantassin du développement social local

Imprimer la page

A l'occasion des réflexions qui naissent autour du mouvement des gilets jaunes et de la place du citoyen dans la vie démocratique, nous avons souhaité re-publier l'entretien de Michel Vielle datant de 2009. Disparu en 2010, ce géographe rural de formation, était venu au Développement social local (DSL) par sa passion nourrie pour "les territoires vécus, parcourus et repérés par les habitants". Devenu consultant, il a accompagné pendant dix années élus, professionnels et habitants dans les démarches de coopération et de co-construction de leur projet de développement. Une façon de donner corps et vie à la démocratie participative. Un grand professionnel, militant de la parole donnée aux citoyens, dont les constats et propositions n'ont rien perdu de leur actualité 10 ans après.

Apriles : *Comment qualifieriez-vous le DSL : technique, méthodologie ou politique ?*
Michel Vielle : C'est une philosophie d'action, une certaine conception de l'homme en société, des rapports qui existent entre lui, les institutions et les autres. C'est croire en la capacité des personnes à s'organiser pour trouver des solutions à leurs difficultés.

A : *DSL serait synonyme de démocratie participative…*
M. V. : Tout à fait. Et pour qu'il y ait démocratie participative, il faut que les citoyens soient associés de l'identification des problèmes à l'élaboration des réponses, et qu'ils soient présents dans les instances de décision et de pilotage de la solution. Ils doivent co-construire chaque temps du projet.

A : *Vous mettez la notion de territoire au cœur de votre approche du DSL…*
M. V. : Oui. Pour moi, la manière de vivre sur un territoire est ce qu'il y a de plus important. Ce qui est décliné à partir des dispositifs ne donne que des réponses à des problèmes spécifiques. Alors que si on réfléchit à partir des capacités et des ressources d'un territoire, mêmes si elles sont faibles, on s'aperçoit par les relations créées entre les différents acteurs que l'on peut trouver des solutions locales originales à partir des dispositifs ou des mesures législatives qui existent. C'est beaucoup plus facile de valoriser un dispositif dans une démarche ascendante que de le décliner dans une démarche descendante. On est là tout à fait dans une démarche de DSL, c'est-à-dire un processus, une dynamique, une valorisation des ressources et surtout la prise de responsabilité, le respect des habitants.

A : *L'habitant est donc primordial…*
M. V. : Absolument ! Nous sommes en France toujours obsédés par le règlement. On considère que l'on résout des problèmes à partir d'une disposition législative ou légale en en faisant par la suite une déclinaison administrative ou professionnelle. Mais il manque toujours l'expertise de celui qui est concerné par le problème. Les habitants doivent être acteurs. Ils ont une compétence par leur manière de vivre, par leur connaissance de leur territoire et sont experts de leur propre situation. Nous devons éviter de penser à leur place, de leur dire ce qui est bon pour eux. Donner une place aux habitants a toujours été mon obsession. C'est ce qui explique pourquoi j'ai développé et mis en place des méthodologies pour aller chercher les habitants, ceux qui se sentent concernés mais aussi ceux qui considèrent que leur parole n'a pas de valeur et qui ne sont jamais entendus. Dans cette optique, je m'appuie sur le travail collectif des travailleurs sociaux qui est une marche pour aller vers le développement social, vers la dimension territoriale. Cela permet de mettre en route des individus qui malgré leurs difficultés restent des acteurs du territoire, d'autant plus qu'ils ne le quitteront pas.

A : *Quelles sont les conditions de réussite du DSL ?*
M. V. : D'abord la nécessité d'avoir des convictions fortes, une véritable éthique de développement fondée sur la confiance en l'autre. Voir l'autre comme acteur de sa vie avec ses faiblesses et ses lacunes mais aussi avec ses potentialités. Ensuite, la capacité pour les institutions et les organismes d'accepter la participation des habitants. Pour cela, il faut qu'il y ait une méthodologie d'intervention basée sur le travail en mode projet avec à la base un diagnostic partagé. Il faut également une véritable volonté des institutions de travailler ensemble, et d'accepter un pilotage transversal. Elles doivent quitter le partenariat relationnel pour rentrer dans un partenariat de coopération. Cela demande une ingénierie sociale, ce que je m'applique à faire mettre en oeuvre. Enfin, il est nécessaire que le processus de DSL fasse partie d'une démarche stratégique, c'est-à-dire qu'il soit

inclus dans une dimension politique et institutionnelle.

A : *Dans votre approche du DSL, vous privilégiez toujours le politique ?*
M. V. : Oui. Il est pour moi la porte d'entrée de l'initiative. Parce que c'est lui qui est capable de réunir sur un territoire l'ensemble des acteurs sans un intérêt particulier. Il aborde la dimension citoyenne et non pas la dimension d'adhérent ou de bénéficiaire que peuvent avoir les institutions. Un habitant sur un territoire ne porte pas d'étiquette : il n'est pas tantôt allocataire de la Caf, membre de l'association "de la joie de vivre" ou encore bénéficiaire du RSA… Il est avant tout un citoyen!

A : *Quels sont les principaux freins au DSL?*
M. V. : La culture bureaucratique, administrative qui de fait ne prend pas, ou trop peu, en compte la réalité du terrain. Elle est dans l'application et dans la gestion de dispositifs et fonctionne avec sa logique propre. Dans le même registre, la segmentation des domaines de compétences, les institutions côte à côte avec une faible transversalité, empêche réellement le DSL. Autre frein, la frilosité par rapport à des démarches qui sont de l'ordre du projet et non pas du programme, de l'ordre du processus et non pas des dispositions. Dans l'éthique portée par le DSL, il y a une part d'inconnu, c'est-à-dire qu'on ne sait pas obligatoirement sur quoi on va déboucher. En effet, c'est la rencontre des individus travaillant sur les problématiques qui va produire de l'intelligence collective et non pas la déclinaison de la mise en œuvre d'une mesure prédéfinie. Enfin, l'inscription dans la durée est une des plus grandes difficultés…

A : *…car au final la réussite du DSL repose principalement sur les capacités de certains individus…*
M. V. : Tout à fait. Á Moutier (73), où j'ai accompagné une initiative durant plus de dix ans, il a suffi d'un changement de responsable qui ne soit pas favorable au processus pour qu'en deux ans, les structures se désengagent, les travailleurs sociaux se désimpliquent et le comité de pilotage disparaisse. Prétextant l'urgence des situations à régler, le manque de disponibilité pour la mise en œuvre du DSL et une incapacité due à l'organisation du travail, la logique de l'individu et du territoire a été abandonnée pour revenir à celle de l'administration.

A : *Comment dépasser ce cap ?*
M. V. : Dans l'organisation des institutions. Au niveau des Conseils généraux par exemple, un grand nombre d'entre eux se lance dans un travail de redécoupage, de territorialisation. Bien souvent, il y a un projet politique annoncé avec comme base le vivre ensemble. Et ce projet débouche sur un plan stratégique qui désigne le DSL comme mode d'action, de mobilisation et de prise en compte des acteurs et du territoire. Mais la difficulté est de passer au pédagogique. Comment fait-on, avec qui fait-on, et comment s'organise-t-on pour faire ? C'est cette articulation entre le stratégique et le pédagogique qui fait que je fais du conseil et de la formation. Cela relève autant de la mobilisation de l'encadrement et des directions, que de l'organisation du travail, ou encore de l'implication des travailleurs sociaux dans un mode d'action collective.

A : *Faut il généraliser le DSL ?*
M. V. : Tout à fait. Automatiquement, dans une crise ou l'individuation prend de plus en plus de place et ou nous sommes des individus de plus en plus atomisés, il y a une demande de solidarité locale et de fraternité. Mais sous des formes qui sont à construire à partir de problèmes qui intéressent le quotidien des gens. Il faut être au ras des habitants dans le quotidien.

Propos recueillis par Emmanuel Maistre